ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 7 août 1950, d'une demande d'avis urgent sur des amendements présentés par le Gouvernement au projet de loi "modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois des 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande", a donné en sa séance du 10 août 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer de 7e Augustus 1950 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem dringend van advies te dienen over amendementen door de Regering ingediend op het ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten betreffende de kinderbijslag voor de loonarbeiders, zoals geordend bij het koninklijk besluit van 19 December 1939 en de besluitwetten van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en er mee gelijkgestelden en 7 Februari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid der zeelieden ter koopvaardij", heeft ter zitting van 10 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat a borné son examen au texte des amendements qui lui ont été soumis. Il n'a pas été saisi du projet de la commission lui-même.

Son avis étant demandé d'urgence, il doit se limiter aux observations suivantes :

Dans l'amendement présenté à l'article ler du projet de la commission, le Conseil estime que le qualificatif "obligatoire" est superflu, le régime provisoire prévu dans le texte actuel étant tout aussi obligatoire que le régime définitif que les amendements ont notamment pour objet d'établir.

\+
\+ +

La modification apportée par l'amendement au texte de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 devrait également être apportée à l'article ler, 4°, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

\+
\+ +

Dans l'amendement proposé à l'article 2, l'expression "chacune des catégories des travailleurs intéressés" paraît dépourvue de signification. L'expression employée devrait être : "chacune des catégories de travailleurs".

\+
\+ +

Dans le texte proposé par cet amendement pour le dernier alinéa de l'article 3 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, il paraît au Conseil d'Etat que la faculté d'adopter une autre limite que la limite mensuelle doit être réservée aux périodes de travail s'étendant sur plus d'un mois.

../..

En effet, il paraît superflu d'établir une limite pour un période inférieure, puisque celle-ci sera nécessairement i férieure à quatre mille francs et que l'intention du gouvernement est de remédier à un état de choses qui porte préjudice aux intérêts de l'Office national de sécurité sociale. En conséquence, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour l'alinéa précité :

" Le Roi peut également, selon les nécessités économiques modifier par arrêté délibéré en conseil des ministres, la limite de quatre mille francs prévue aux alinéas 1er et 3, 1°. Il peut, en outre, établir pour le calcul des cotisations une autre limite que cette limite mensuelle lors que ces cotisations sont afférentes à une rémunération portant sur une période de travail qui ne coïncide pas avec le mois civil et est d'une durée supérieure à celui-ci, sans toutefois que les cotisations puissent être calculées pour une année sur un montant supérieur à douze fois la limite mensuelle.".

Le Conseil d'Etat fait remarquer qu'un doute subsiste sur le point de savoir si ce choix d'une autre limite doit également résulter d'un arrêté délibéré en conseil des ministres.

Le Conseil d'Etat fait remarquer qu'il serait plus clair de dégager dans un article distinct la règle générale contenue dans l'alinéa 2 de l'article 3 nouveau de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 en ce qui concerne la manière de calculer les cotisations; ceci éviterait la répétition qui en est faite dans l'alinéa 6.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat fait remarquer que la division par paragraphes du texte proposé comme article 7 nouveau de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 est de nature à rompre

../..

l'unité de présentation du texte de cet arrêté-loi, puisque l'article 7 serait ainsi le seul qui serait divisé par paragraphes.

Dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, de ce texte, il y a lieu de supprimer les mots "provisoire" et "à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi". Le premier est, en effet, inexact, et les autres sont superflus.

Le Conseil d'Etat fait remarquer que la rédaction de l'alinéa 3 du même paragraphe 1er délimite d'une manière trop synthétique la mission de l'Office. Une des missions de celui-ci, mission que l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 cite en premier lieu, parmi celles du Fonds de soutien provisoire des chômeurs involontaires, est le placement et la réadaptation des chômeurs. Le gouvernement, en reprenant la dénomination "Office national du placement et du chômage" en lieu et place de celle "Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires", justifie sa proposition par le désir de mettre en évidence le double caractère de cet organisme. Il serait souhaitable que la définition de la mission de celui-ci reflète également ce souci.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'alinéa 5 de ce paragraphe 1er de la manière suivante :

" L'Office national du placement et du chômage est administré, sous la garantie de l'Etat, par un comité de gestion nommé par le Roi et comprenant :

1° des représentants en nombre égal des organisations professionnelles les plus représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations professionnelles les plus représentatives des travailleurs, choisis sur

../..

des listes doubles présentées par ces organisations;

2° un président choisi parmi des personnalités indépendantes des organisations professionnelles précitées.

Dans l'alinéa 9 du § 1er, les mots "les attributions" doivent être supprimés. Il n'y a, en effet, pas lieu pour le Roi de régler les attributions de l'Office puisque le législateur se charge de cette besogne. L'emploi de cette expression dans l'alinéa 9 pourrait faire supposer que le législateur permet au Roi de modifier les attributions de l'Office telles qu'il les fixe, ce qui n'est pas l'intention du gouvernement.

Le texte du paragraphe 8 est incomplet et incorrect. Il serait mieux rédigé comme suit:

"Les infractions aux dispositions des § § 6 et 7 (employer le mot alinéa et mettre en concordance, au cas où il est tenu compte de l'observation du Conseil d'Etat relative à la division par paragraphes) ainsi qu'aux arrêtés pris en exécution de ceux-ci sont punies des peines correctionnelles ou de police que le Roi détermine.".

Le paragraphe 9 est superflu. En effet, l'article 47 du projet de la commission donne au Roi des pouvoirs suffisants pour l'adaptation à la nouvelle dénomination des principaux textes dans lesquels il y a lieu de l'introduire. En ce qui concerne les autres, il paraît au Conseil d'Etat qu'une modification serait superflue. La législation belge fourmille d'exemples de textes encore en vigueur, employant des dénominations anciennes sans que cela présente des inconvénients considérables.

* * *

./..

Le Conseil d'Etat relève l'emploi des termes: "Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires" dans les articles 3 (A, 3° et B, 3°), 6 (A, 3°) et 13, dernier alinéa (1° et 2°), du projet de la commission.

Il y aurait lieu, pour réaliser l'unité de terminologie au sein du projet, de remplacer (par amendement) cette dénomination par celle employée dans l'amendement introduisant un article 3 bis.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat estime que le paragraphe 11 est rédigé de façon peu claire. Il propose le texte suivant:

"Les communes sont tenues d'effectuer les opérations de pointage des chômeurs involontaires. Elles sont, à titre transitoire, tenues de prêter dans les conditions prévues au § 2, leur concours à l'Office pour le paiement des allocations de chômage, mais elles seront déchargées progressivement de cette obligation.".

\+ \+ \+

Dans l'amendement introduisant un article 16 bis dans le projet de la commission, la rédaction du c devrait être modifiée comme suit:

"Les jours de vacances, payés en application de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés".

\+

\+ \+

Dans le d, il y a lieu de faire allusion aux jours de congé compensatoires accordés aux travailleurs ayant effectué des prestations pendant les jours fériés payés. Telle est bien l'intention du gouvernement. Le texte devrait être rédigé comme suit:

"Les jours fériés et les jours de congé compensatoires payés en application de la législation relative à

./..

l'octroi de salaires aux travailleurs pendant un certain nombre de jours fériés par an".

\+

\+ \+

Dans le e, il y a lieu de faire également allusion au maintien sous les armes par mesure disciplinaire.

Le texte devrait être remanié comme suit:

"Les jours pendant lesquels le travailleur répond à un appel ou à un rappel sous les armes, sauf en cas de mobilisation de l'armée et en cas de maintien ou de rappel sous les armes pour cause disciplinaire".

\+

\+ \+

Dans l'amendement à l'article 22 du texte de la commission dans le texte proposé pour l'article 56 bis nouveau des lois coordonnées, plus spécialement aux paragraphes 1 et 2, a, il y a lieu de faire remarquer que l'article 59 des lois coordonnées ne fixe pas des conditions d'octroi d'allocations familiales, mais, au contraire, des causes d'exclusion du bénéfice de celles-ci. L'expression "remplit (ou réalise) les conditions prévues à l'article 59" devrait être remplacée par:

"ne tombe pas parmi les cas d'exclusion prévus par l'article 59".

\+

\+ \+

Le paragraphe 2, b, 1, manque de clarté. Le Conseil d'Etat propose le texte suivant:

"Pendant une durée qui ne peut être inférieure à la moitié de sa carrière professionnelle, si celle-ci est inférieure à vingt ans, ou pendant les deux tiers des quinze dernières années de cette carrière précédant immédiatement le décès, dans le cas où cette carrière est égale ou supérieure à vingt ans",

\+

\+ \+

./..

Dans la disposition visée ci-avant, il n'y a pas lieu de mentionner, comme le fait le texte de l'amendement du gouvernement, que "cette disposition ne préjudicie pas aux droits acquis en la matière", ceci allant de soi, sauf disposition contraire.

\+

\+ \+

Dans le paragraphe 2, b, 2, tel que le texte est rédigé, les mots "cohabitation" et "cohabitants" sont employés dans des sens qui se concilient difficilement. Il importerait de remédier à cet inconvénient.

\+

\+ \+

Le gouvernement ayant signalé lui-même que le paragraphe 3 est incomplet parce qu'il ne vise pas le cas de l'enfant de travailleur pensionné dont l'autre auteur est décédé, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante qui rencontre l'agrément du gouvernement:

"Pour l'application des §§ 1 et 2, l'orphelin de père ou de mère, dont l'un des auteurs est un ancien salarié ayant le droit de prétendre à des allocations familiales en application de l'article 57, est assimilé à l'orphelin de père ou de mère dont l'un des auteurs est salarié.

Toutefois, pour l'application du § 2, les conditions relatives à la carrière doivent avoir été réunies dans le chef de l'auteur pensionné au moment de son admission à la pension.".

\+

\+ \+

Dans la seconde phrase du paragraphe 4, la notion que l'auteur survivant réunit, lui, les conditions de prestation de travail prévues aux paragraphes 1er et 2 n'est pas exprimée. Le Conseil d'Etat propose de rédiger le paragraphe 4 de la manière suivante:

./..

"Les allocations familiales prévues par le présent article sont dues par la Caisse de compensation, l'autorité ou l'établissement public auprès duquel l'auteur décédé était attributaire en dernier lieu, pour autant qu'il ait réuni au moment du décès les conditions de prestation de travail prévues aux § § 1er et 2 du présent article. Si, au moment du décès, les conditions requises font défaut dans le chef du défunt, mais se trouvent réunies dans le chef de l'auteur survivant, les allocations familiales sont dues par la Caisse de compensation, l'autorité ou l'établissement auprès duquel ce dernier était attributaire d'allocations au moment du décès.".

\+

\+ \+

Pour des raisons de concordance dans la législation sociale, il convient de remplacer dans l'amendement proposé pour l'article 24, dans le texte proposé pour l'article 57 bis nouveau des lois coordonnées, au 2°, c, le mot "drapeaux" par le mot "armes".

\+

\+ \+

A l'amendement introduisant un article 30 bis, le Conseil d'Etat formule les mêmes observations qu'à l'amendement introduisant un article 16 bis.

\+

\+ \+

Dans l'amendement relatif à l'article 49, il convient de supprimer la disposition constituant le 3°.

En effet, le § 11 de l'article 3 bis doit, de toute évidence, entrer immédiatement en vigueur, de manière à permettre au Roi de prendre sans tarder les mesures d'exécution qu'il prévoit.

Pour le surplus, cet article 49 serait mieux rédigé comme suit:

./..

"La présente loi sort ses effets le 1er janvier 1950, à l'exception:

1° - des articles 16, 16 bis, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 30 bis, 32, 34, 35, 36, 44 et 45 qui sortent leurs effets le 1er octobre 1950;

2° - des articles 27 et 28 qui sortent leurs effets le 1er janvier 1951.".

\+

\+ \+

Les modifications suivantes doivent être apportées au texte néerlandais:

1° Dans l'amendement à l'article 2, dans le texte proposé pour l'article 3 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, alinéa 2, ajouter le mot "en" entre les mots "centimes" et "met afronding".

2° Dans le même alinéa, remplacer les mots "bij de Koning vastgestelde voorwaarden" par "voorwaarden door de Koning vastgesteld".

3° Dans l'amendement introduisant un article 3 bis, dans le texte nouveau de l'article 7, § 5, remplacer, pour des raisons de concordance avec le texte néerlandais de l'arrêté royal du 27 juillet 1935, le mot "rijksdienst" par les mots "nationale dienst".

Dans le même texte, remplacer le mot "Juni" par "Juli".

4° Dans l'amendement introduisant un article 16 bis dans le texte de l'article 41 nouveau des lois coordonnées relatives aux allocations familiales, dernier alinéa, supprimer le mot "en" devant "waarop".

5° Dans l'amendement introduisant un article 40 bis, dans le texte de l'article 113 nouveau des lois coordonnées, remplacer le mot "staatstegemoetkoming" par le mot "staatstoelage".

De Raad van State heeft zijn onderzoek tot de tekst der hem voorgelegde amendementen beperkt. Het ontwerp zelf van de commissie is niet bij hem aanhangig gemaakt.

Daar het advies dringend is gevraagd, moet hij zich bij de volgende opmerkingen bepalen :

In het amendement op artikel 1 van het ontwerp der commissie acht de Raad het woord "verplicht" overbodig, aangezien in het voorlopig stelsel van de huidige tekst de verplichting evengoed bestaat als in het definitief stelsel, dat de amendementen onder meer tot doel hebben te vestigen.

. . .

De wijziging, door het amendement gebracht in de tekst van de besluitwet van 28 December 1944, zou eveneens moeten aangebracht worden in artikel 1, 4°, van de besluitwet van 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid der mijnwerkers en er mee gelijkgestelden.

. . .

In het amendement voorgesteld onder artikel 2 lijkt het geen zin te hebben, te spreken van "elk der categorieën van de betrokken arbeiders". Er zou moeten staan : "elk der categorieën van arbeiders".

. . .

In de tekst door dit amendement voor het laatste lid van artikel 3 van de besluitwet van 28 December 1944 voorgesteld, wil het de Raad van State voorkomen, dat de mogelijkheid om een ander maximum aan te nemen dan het maandelijks maximum, voorbehouden moet blijven voor de arbeidsperioden die meer dan één maand bestrijken. Het lijkt

./.

immers overbodig een maximum te stellen voor een kortere periode, aangezien dit laatste noodzakelijk beneden vierduizend frank zal vallen en het in de bedoeling van de regering ligt een toestand te verhelpen, die de belangen van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid schaadt. Derhalve stelt de Raad van State voor, het voornoemde lid als volgt te redigeren :

" De Koning kan insgelijks, naar gelang van de economische noodwendigheden, bij een in ministerraad overlegd besluit het in lid 1 en lid 3, 1° gestelde maximum van vierduizend frank wijzigen. Bovendien kan hij voor de berekening der bijdragen een ander dan dit maandelijks maximum vaststellen, wanneer die bijdragen betrekking hebben op een bezoldiging over een arbeidsperiode, die niet met de kalendermaand samenvalt en van langere duur is dan deze laatste, zonder dat de bijdragen evenwel voor een jaar op een bedrag boven twaalf maal het maandelijks maximum mogen berekend worden.".

De Raad van State merkt op dat er twijfel blijft bestaan over de vraag, of die keuze van een ander maximum eveneens het gevolg moet zijn van een in ministerraad overlegd besluit.

De Raad van State merkt op dat het duidelijkheidshalve beter ware een afzonderlijk artikel te maken van de algemene regel, vervat in het tweede lid van het nieuw artikel 3 van de besluitwet van 28 December 1944, betreffende de wijze van berekenen van de bijdragen; zodoende vermijdt men in het zesde lid in herhaling te moeten vervallen.

./.

De Raad van State merkt op dat men, door de tekst, die als nieuw artikel 7 voor de besluitwet van 28 December 1944 wordt voorgesteld, in paragrafen in te delen, de eenheid van inkleding van de tekst van die besluitwet dreigt te verbreken, aangezien op die wijze alleen artikel 7 in paragrafen zou ingedeeld zijn.

In paragraaf 1, eerste lid, van die tekst schrappe men de woorden "voorlopig" en "van het inwerkingtreden van deze wet af"; het eerste omdat het onnauwkeurig is, de overige wijl zij overbodig zijn.

De Raad van State merkt op dat, in het derde lid van die zelfde paragraaf 1, de taak van de Rijksdienst op al te synthetische wijze wordt afgebakend. Een van zijn opdrachten, door het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 trouwens vooraan gesteld onder die van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen, bestaat in de arbeidsbemiddeling en in de herscholing der werklozen. Om het terug opnemen van de benaming "Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid", in plaats van "Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen", te verantwoorden, voert de regering aan dat zij het tweezijdig karakter van deze instelling wil doen uitschijnen. De omschrijving van de taak van dat organisme zou, om goed te zijn, deze bedoeling eveneens moeten weergeven.

De Raad van State stelt voor, het vijfde lid van die paragraaf 1 als volgt te doen luiden :

" De Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid wordt onder waarborg van de Staat beheerd door een beheerscomité, door de Koning benoemd en bestaande uit :

1° vertegenwoordigers, in gelijken getale, der meest representatieve beroepsorganisaties van al de werkgevers en der meest representatieve vakorganisaties van de

./.

arbeiders, gekozen op dubbellijsten door bedoelde organisaties voorgedragen;

2° een voorzitter gekozen onder personaliteiten die buiten de voornoemde organisaties staan.

In het negende lid van § 1 moet het woord "ambtsbevoegdheden" uitvallen. De Koning hoeft immers niet de bevoegdheden van de Rijksdienst te regelen, vermits de wetgever dit op zich neemt. Het gebruik van die woorden in het negende lid zou de schijn kunnen wekken alsof de wetgever de Koning in staat stelt, de door hem bepaalde bevoegdheden te wijzigen, wat niet in de bedoeling van de regering ligt.

De tekst van paragraaf 8 is onvolledig en onnauwkeurig. Beter ware : "Inbreuk op het bepaalde in de paragrafen 6 en 7 (het woord lid gebruiken en voor overeenstemming zorgen, indien de aanmerking van de Raad van State betreffende de indeling in paragrafen in acht wordt genomen) alsmede op de besluiten genomen ter uitvoering van die paragrafen wordt gestraft met correctionele of politiestraffen, door de Koning bepaald." .

Paragraaf 9 is overbodig. Artikel 47 van het ontwerp der commissie verleent immers aan de Koning toereikende macht om de bijzonderste teksten, waarin de nieuwe benaming moet worden ingevoegd, dienovereenkomstig aan te passen. Wat de overige teksten betreft, wil het de Raad van State voorkomen dat wijziging overbodig is. Zeer talrijk zijn in de Belgische wetgeving de voorbeelden van nog steeds geldende teksten waarin oude benamingen voorkomen zonder dat zulks aanzienlijke bezwaren meebrengt.

./.

De Raad van State merkt op dat in de artikelen 3 (A, 3° en B, 3°), 6 (A, 3°) en 13, laatste lid (1° en 2°), van het ontwerp der commissie, de termen "Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen" zijn gebruikt.

Ten einde in het ontwerp tot eenheid van terminologie te komen, zou deze benaming bij amendement moeten vervangen worden door die, welke in het amendement tot invoeging van een artikel 3 bis gebruikt wordt.

. . .

De Raad van State acht paragraaf 11 weinig duidelijk geredigeerd. Hij stelt de volgende tekst voor :

" De gemeenten zijn gehouden de afstempeling voor de onvrijwillige werklozen te doen. Bij wijze van overgangsmaatregel zijn zij gehouden, in de in paragraaf 2 bepaalde voorwaarden, aan de Rijksdienst hun medewerking te verlenen bij het uitbetalen van de werklozensteun, doch van die verplichting zullen zij geleidelijk worden ontslagen.".

. . .

In het amendement tot invoeging van een artikel 16 bis in het ontwerp van de commissie, zou de redactie van c als volgt moeten worden gewijzigd :
" de verlofdagen, betaald bij toepassing van de wetgeving betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders".

. . .

In d moet melding worden gemaakt van de vergeldende verlofdagen verleend aan de arbeiders, die tijdens de betaalde verlofdagen prestaties hebben verricht. Zulks is trouwens de bedoeling van de regering. Men stelle de tekst als volgt :

./.

"de feestdagen en vergeldende verlofdagen, betaald bij toepassing van de wetgeving betreffende het toekennen van loon aan de arbeiders gedurende een bepaald aantal feestdagen per jaar".

. . .

In e moet eveneens melding worden gemaakt van het behoud onder de wapens bij tuchtmaatregel.

Men werke de tekst om als volgt :
" de dagen gedurende welke de arbeider gevolg geeft aan een oproeping of aan een wederoproeping onder de wapens, behoudens in geval van mobilisatie van het leger en in geval van behoud of van wederoproeping onder de wapens om tuchtredenen".

In verband met het amendement op artikel 22 van de tekst der commissie in de tekst die voor het nieuw artikel 56 bis van de samengeordende wetten is voorgesteld, bepaaldelijk in verband met de paragrafen 1 en 2, moet worden opgemerkt dat artikel 59 van de samengeordende wetten geen voorwaarden tot het toekennen van kinderbijslag stelt, maar integendeel gronden van uitsluiting van het voordeel er van bepaalt. De uitdrukking "de bij artikel 59 bepaalde voorwaarden vervult" moet worden vervangen door :
"niet onder de bij artikel 59 bepaalde gevallen van uitsluiting hoort".

. . .

Paragraaf 2, b, 1, is onduidelijk. De Raad van State stelt volgende tekst voor : "voor een duur die niet korter mag zijn dan de helft van zijn (haar) beroepsloopbaan, wanneer deze laatste minder dan twintig jaar bestrijkt, of gedurende twee derde van de laatste vijftien jaar van die loopbaan onmiddellijk vóór het overlijden, ingeval die loopbaan twintig jaar of meer bestrijkt.".

. . .

./.

In bovenstaande bepaling hoeft niet te worden gezegd, zoals in de tekst van het amendement der regering wordt gedaan, dat "deze bepaling de ter zake verworven rechten onverkort laat". Behoudens strijdige bepaling, spreekt dit immers vanzelf.

. . .

In de tekst van paragraaf 2, b, 2, zijn de woorden "samenwoning" en "samenwonenden" in uiteenlopende betekenissen gebruikt. Dit bezwaar zou men moeten verhelpen.

. . .

Daar de regering er zelf de aandacht heeft op gevestigd dat paragraaf 3 onvolledig is, omdat daarin het geval niet is begrepen van het kind van een gepensionneerd arbeider, waarvan de andere ouder is overleden, stelt de Raad van State de hierna volgende redactie voor, die de goedkeuring heeft van de regering :

" Voor de toepassing van de §§ 1 en 2, wordt met de halve wees van wie een der ouders loontrekkend is, gelijkgesteld de halve wees van wie een der ouders een gewezen loontrekkende is, die bij toepassing van artikel 57 gerechtigd is aanspraak te maken op kinderbijslag.

Voor de toepassing van § 2 echter, moet de gepensionneerde ouder, op het ogenblik van zijn toelating tot het pensioen, aan de voorwaarden betreffende de loopbaan hebben voldaan.".

. . .

In de tweede volzin van paragraaf 4 is de mogelijkheid, dat de overlevende ouder, zijnerzijds, de in de paragrafen 1 en 2 bepaalde voorwaarden inzake arbeidsprestaties wel vervult, over het hoofd gezien. De Raad van State

./.

stelt voor, paragraaf 4 te doen luiden als volgt :
" De in dit artikel bedoelde kinderbijslag is verschuldigd door de compensatiekas, de overheid of de overheidsinstelling waarbij de overleden ouder laatst tot kinderbijslag gerechtigd was, in zover hij op het ogenblik van het overlijden voldeed aan de in de §§ 1 en 2 van dit artikel gestelde voorwaarden inzake arbeidsprestaties.

Indien de overledene zich op het ogenblik van het overlijden niet in de vereiste voorwaarden bevond doch de overlevende ouder deze wel vervulde, is de kinderbijslag verschuldigd door de compensatiekas, de overheid of de instelling waarbij laatstbedoelde, op het ogenblik van het overlijden, tot kinderbijslag gerechtigd was.".

. . .

Voor de overeenstemming in de sociale wetgeving vervange men, in het voor artikel 24 voorgesteld amendement, -Franse tekst voor het nieuw artikel 57 bis van de samengeordende wetten 2°, C,- het woord "drapeaux" door "armes".

. . .

Bij het amendement tot invoeging van een artikel 30 bis maakt de Raad van State dezelfde opmerkingen als bij het amendement tot invoeging van een artikel 16 bis.

. . .

In het amendement op artikel 49 late men de bepaling weg die het lid 3° vormt.

Het is immers duidelijk dat § 11 van artikel 3 bis dadelijk in werking moet treden zodat de Koning onverwijld de daarbij voorgeschreven uitvoeringsmaatregelen kan nemen.

./.

Voorts zou dat artikel 49 beter luiden als volgt :

" Artikel 49. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1950, met uitzondering van :

1° de artikelen 16, 16 bis, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 30 bis, 32, 34, 35, 36, 44 en 45 die uitwerking hebben met ingang van 1 October 1950.

2° de artikelen 27 en 28 die uitwerking hebben met ingang van 1 Januari 1951.".

. . .

De Nederlandse tekst dient volgende wijzigingen te ondergaan :

1° In het amendement op artikel 2 - voorgestelde tekst voor artikel 3 der besluitwet van 28 December 1944, tweede lid : tussen de woorden "centimes" en "met afronding" het woord "en" invoegen.

2° In het amendement op artikel 2 - voorgestelde tekst van artikel 3 der besluitwet van 28 December 1944, tweede lid : de woorden "bij de Koning vastgestelde voorwaarden" vervangen door "voorwaarden door de Koning vastgesteld".

3° In het amendement tot invoeging van een artikel 3 bis, in de nieuwe tekst van artikel 7, § 5, het woord "rijksdienst" vervangen door "nationale dienst" terwille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst van het koninklijk besluit van 27 Juli 1935.

In dezelfde tekst, "Juni" door "Juli" vervangen.

4° In het amendement tot invoeging van een artikel 16 bis in de tekst van het nieuw artikel 41 der samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag, in het laatste lid, het woord "en" vóór "waarop" schrappen.

5° In het amendement tot invoeging van een artikel 40 bis, in de tekst van het nieuw artikel 113 der samengeordende wetten, het woord "staatstegemoetkoming" vervangen door "staatstoelage".

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
De Heren : raadsheer van State, voorzitter

D. DECLEIRE, conseillers d'Etat
J. COYETTE, raadsheren van State

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET. (signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
du Travail et de la Prévoyance sociale.
van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1950. De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.